



## Le paysage politique américain à deux mois des élections de mi-mandat Les démocrates éviteront-ils la défaite ?

Laurence NARDON

### ► Points clés

- L'Administration Biden a réussi cet été à faire passer plusieurs textes importants. Au-delà de mesures sociétales progressistes en rupture avec les décisions de la Cour suprême, elle centre son action sur l'économie et l'environnement : le *CHIPS Act* et le *Inflation Reduction Act* favorisent la relocalisation d'usines de semi-conducteurs et de batteries pour véhicules électriques.
- Son bilan est donc positif pour les classes moyennes, d'autant que l'inflation a baissé cet été. Les perspectives électorales s'améliorent pour les démocrates, qui pourraient conserver le Sénat en novembre prochain.
- L'emprise de l'ancien président Trump sur le Parti républicain reste cependant écrasante. Ses ennuis judiciaires nombreux et pour beaucoup gravissimes ne semblent pas avoir d'impact sur sa base électorale.
- Son soutien officiel à près de 200 candidats dans les primaires républicaines a été efficace. L'élection possible de ces trumpistes en novembre prochain fait craindre pour le déroulement des élections présidentielles de 2024.

## Introduction

Depuis le début de l'été, le rapport de force entre démocrates et républicains s'est modifié aux États-Unis. Alors que le Parti du président Biden paraissait entravé dans son action, une série de lois et de décisions lui a redonné de l'élan, au point que les analystes se montrent désormais plus optimistes quant aux résultats des démocrates lors des élections de mi-mandat prévues le mardi 8 novembre prochain. Le Sénat, notamment, pourrait rester entre leurs mains. De l'autre côté de l'échiquier politique, il semble que l'ancien président Trump, malgré la persistance de ses ennuis judiciaires, tienne toujours l'essentiel du Parti républicain sous sa coupe.

Ces évolutions et ces permanences doivent être suivies avec attention, car elles vont déterminer le résultat des élections. Au niveau national, ce scrutin renouvelle les 435 représentants de la Chambre ainsi que le tiers des 100 sénateurs. Au niveau local (états, comtés et villes), il vise à remplir de très nombreux postes législatifs, exécutifs et judiciaires, et concerne également des référendums.

Dans le contexte politique fortement polarisé que connaissent les États-Unis, ces élections de 2022 sont un enjeu capital. Elles vont non seulement déterminer les possibilités d'action de l'Administration Biden dans les deux ans qui viennent, mais elles pourraient aussi, par le renouvellement de nombreux responsables des élections dans les états, avoir un impact sur le respect du processus électoral lors des présidentielles de 2024.

## Un bilan substantiel pour l'Administration Biden

Malgré sa faible majorité à la Chambre et au Sénat<sup>1</sup>, le président Biden a réussi à engranger plusieurs succès au cours des derniers mois. Il est notable de constater que certaines des lois adoptées l'ont été avec le concours d'élus républicains. Ce fonctionnement bipartisan, devenu rare, contraste avec les choix très conservateurs de la Cour suprême dans les décisions qu'elle a annoncées en juin. C'est en revanche à une opposition venue des rangs démocrates, soit radicaux soit modérés, que se sont heurtés certains autres projets de loi de l'Administration.

---

1. En septembre 2022, la majorité à la Chambre est de 221 démocrates pour 435 sièges, avec 212 républicains et deux sièges vacants ; au Sénat, les deux partis sont représentés à 50-50, la voix de la vice-présidente Kamala Harris vient s'ajouter au camp démocrate si nécessaire.

# Des mesures sociétales progressistes face aux décisions de la Cour suprême

## ***Le contrôle du port d'armes***

À la suite de fusillades de masse à Buffalo (dans l'état de New York) puis à Uvalde (Texas) en mai, une loi mettant en place un meilleur contrôle de l'accès aux armes à feu dans le pays a été adoptée, une première depuis 1994. Signé par le président le 25 juin, le *Bipartisan Safer Communities Act* a bénéficié d'un soutien bipartisan, avec le vote de 65 sénateurs contre 33, puis de 234 représentants contre 193. Le texte prévoit notamment un contrôle renforcé des antécédents pour les acheteurs âgés de moins de 21 ans et un soutien fédéral pour l'adoption de lois « drapeau rouge » dans les états – ces dernières autorisent la confiscation par un juge des armes de personnes jugées dangereuses.

Or, le 23 juin, la Cour suprême a rendu publique la décision *New York State Rifle and Pistol Association v. Bruen* qui renforce au contraire le droit de port d'arme : la décision frappe d'inconstitutionnalité une loi de l'État de New York datant de 1911 qui réglemente le port d'arme dissimulée en public (*concealed carry*).

## ***Le droit à l'avortement***

Mais c'est surtout la décision *Dobbs v. Jackson Women's Health Organization* du 24 juin, supprimant la protection fédérale du droit à l'avortement établie par *Roe v. Wade* en 1973, qui incarne l'action de la nouvelle Cour suprême post-Trump, désormais championne du conservatisme sociétal et anti-étatique le plus débridé. Ses excès de zèle vont-ils s'avérer contre-productifs pour les républicains ? Le Pew Research Center a conduit plusieurs enquêtes d'opinion au cours de l'été, au lendemain de l'annonce de la décision *Dobbs*. Il en ressort qu'une majorité d'Américains, 62 %, est aujourd'hui favorable au droit à l'avortement dans tous ou la plupart des cas, contre 36 %, qui y sont opposés dans tous ou la plupart des cas<sup>2</sup>. De plus, 56 % des électeurs affirment que cette question est « très importante » dans leur décision électorale de novembre prochain, contre 43 % seulement en mars dernier<sup>3</sup>. Les démocrates feront donc certainement campagne sur ce thème dans les semaines à venir et la mobilisation des électeurs devrait être importante.

---

**Le droit à l'avortement :  
une question très  
importante pour les  
électeurs**

---

2. *Majority of Public Disapproves of Supreme Court's Decision to Overturn Roe v. Wade*, Pew Research Center, 6 juillet 2022.

3. *Abortion Rises in Importance as a Voting Issue, Driven by Democrats*, Pew Research Center, 23 août 2022.

## ***La protection des vétérans***

Une dernière loi de nature sociétale pourrait bénéficier à l'Administration en novembre prochain. Voté de manière massivement bipartisane et signé par le président le 10 juin, le *PACT Act (Honoring our Promises to Address Comprehensive Toxics Act)* étend la couverture maladie pour les anciens combattants exposés à des foyers de combustion toxique (*burn pits*). On se souvient que l'un des fils de Joe Biden, Beau, est décédé en 2015 à l'âge de 46 ans d'une tumeur au cerveau, après avoir été exposé à ces fumées toxiques lors de ses déploiements en Irak. Cette loi devrait apporter aux démocrates les voix de militaires et de vétérans, pourtant plutôt conservateurs.

## ***Relancer la mobilité sociale et protéger l'environnement***

Sur le plan social et économique, deux lois et un décret ont été respectivement votées et annoncé au cours de l'été. Ces textes d'une importance capitale vont contribuer à mettre en œuvre le projet de reconstruction sociale du président. Ce projet vise au retour de la mobilité sociale pour les classes moyennes et à la protection du climat, sur la base de mesures d'inspiration keynésienne.

### *Le Inflation Reduction Act*

L'immense projet porté par le président pendant sa campagne, « Build Back Better », s'était heurté aux réticences des démocrates modérés, effrayés par son coût en contexte inflationniste. Si deux premières parties du projet avaient pu être adoptées (le *American Rescue Act*, loi de relance Covid, avec 1 900 milliards de dollars en mars 2021 ; le *Infrastructure Investment and Jobs Act*, avec 1 200 milliards de dollars en novembre 2021), le sénateur de Virginie occidentale et chef de file de ces modérés Joe Manchin refusait de voter la troisième partie du plan, consacrée aux investissements pour la lutte contre le changement climatique. À la surprise générale, il a accepté en août de voter une version réduite mais significative de cette dernière loi, permettant son adoption de justesse au Sénat (avec la voix de la vice-présidente) puis à la Chambre. Le *Inflation Reduction Act (IRA)* a été signé par le président le 16 août.

Le texte regroupe de nombreuses mesures, dont la possibilité pour l'État de mieux négocier le prix des médicaments (et prévoyant un coût mensuel plafonné à 35 dollars pour l'insuline), 300 milliards de dollars pour lutter contre l'inflation, une meilleure application des règles fiscales existantes et une réforme portant l'impôt sur les sociétés à 15 % minimum pour les multinationales. Le IRA dévoile surtout les mesures les plus importantes jamais adoptées par les États-Unis en matière de lutte contre le changement climatique. Engageant 369 milliards de dollars de dépense publique et de crédits d'impôt pour l'efficacité énergétique dans l'industrie et dans l'habitat, les énergies renouvelables

et la voiture électrique, cette loi pourrait permettre aux États-Unis de respecter leurs engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015.

Les questions environnementales sont une autre illustration du contraste entre l'action du Congrès et celle de la Cour suprême. En effet, pendant que ce dernier adoptait le *Inflation Reduction Act*, cette dernière publiait le 30 juin dernier la décision *West Virginia v. Environment Protection Agency (EPA)*. Cette décision limite fortement les pouvoirs de l'État fédéral en matière environnementale en interdisant désormais à l'Agence fédérale pour l'environnement d'imposer directement des régulations aux états fédérés.

### Le CHIPS Act

Les investissements prévus dans le secteur de l'énergie propre vont être complétés par d'autres investissements dans les technologies. En effet, 17 sénateurs et 24 représentants républicains ont accepté de voter le *CHIPS Act (Creating Helpful Incentives to Produce Semiconductors for America Act, ou « CHIPS and Science Act »)*, qui a été signé par Joe Biden le 9 août. Cette loi engage 250 milliards de dollars pour développer de nombreuses technologies (IA, quantique, etc.), dont 52 milliards fléchés spécifiquement vers les semi-conducteurs : 11 milliards seront consacrés à la R&D et 39 favoriseront l'installation d'usines aux États-Unis. Des subventions sont même prévues pour des entreprises qui s'engageraient à ne pas accroître leur présence en Chine. Ces mesures visent à remettre les États-Unis dans la course vis-à-vis de Pékin et à les rendre moins dépendants, à terme, de Taïwan, qui produit aujourd'hui deux tiers des semi-conducteurs dans le monde.

### Le retour des usines

Ces deux lois devraient pouvoir survivre à un éventuel retour au pouvoir des républicains car les engagements votés sont plus difficilement révocables que les actions exécutives. Surtout, le *CHIPS Act* et le IRA engagent une véritable politique industrielle fondée sur des incitations fiscales, dont les entreprises américaines et étrangères vont se hâter de bénéficier, soit pour lancer de nouveaux projets, soit pour contribuer à des projets déjà existants.

Concernant la production de batteries pour véhicules électriques ou hybrides, Toyota a ainsi annoncé vouloir agrandir l'usine qu'elle construit en Caroline du Nord et dont la mise en route est prévue pour 2025. Selon des annonces datant d'avant l'été, Ford Motor va construire deux usines dans le Kentucky et une dans le Tennessee ; Stellantis va en construire une dans l'Indiana. Pour leur part, Honda et LG Energy Solution préparent une implantation à 4,4 milliards de dollars. La giga-usine de batteries que Tesla a inaugurée en 2016 dans le Nevada fait donc des émules.

Par ailleurs, Intel va utiliser les aides du *CHIPS Act* pour développer son projet d'usine de semi-conducteurs dans l'Ohio, évalué à 20 milliards de dollars pour l'instant, tandis que depuis 2020, l'entreprise taïwanaise leader du secteur TSMC, construit dans l'Arizona une usine évaluée à 12 milliards de dollars.

Un certain nombre de ces projets sont installés dans des états de la Rust Belt ou des Appalaches, là où l'ancienne classe ouvrière blanche a été frappée par la désindustrialisation, le chômage et l'épidémie d'opioïdes. L'ouverture de nouvelles usines y apporte une très bonne nouvelle et devrait en toute logique bénéficier aux démocrates dans les urnes.

### Une annulation partielle de la dette étudiante

Dernière mesure-clé pour l'Administration démocrate, l'annulation partielle de la dette étudiante n'est pas une loi mais un décret, annoncé par le président le 25 août. Le texte concerne uniquement les dettes étudiantes contractées auprès de l'État fédéral. Il assure tout d'abord la prolongation jusqu'à la fin de l'année du moratoire sur les remboursements instaurés lors de la première vague de Covid en mars 2020. Il prévoit ensuite une annulation de dette sous condition de ressources : jusqu'à 10 000 dollars pour une personne seule gagnant moins de 125 000 dollars par an et jusqu'à 20 000 dollars pour les bénéficiaires de bourses Pell (bourses étudiantes fédérales pour familles modestes).

---

## La dette étudiante atteint 1 600 milliards de dollars dans le pays

---

Alors que la dette étudiante dans son ensemble atteint 1 600 milliards de dollars dans le pays, le décret fait pourtant débat. Les critiques dénoncent ses effets inflationnistes sur les tarifs déjà astronomiques pratiqués par les universités, ainsi que son caractère injuste pour les jeunes qui n'ont tout simplement pas pu faire d'études supérieures et ceux qui se sont efforcés de rembourser seul leur dette étudiante. Les partisans du décret soulignent au contraire le ciblage soigneux des bénéficiaires et l'aide significative qu'il apporte tout particulièrement aux étudiants issus de minorités.

### Une inflation maîtrisée ?

Cet ensemble de nouveaux textes engage de nouvelles dépenses (ou manques à gagner) pour l'État fédéral. Si les économistes s'interrogent sur de possibles effets inflationnistes, les chiffres de la rentrée sont satisfaisants, avec une hausse des prix nulle en juillet et août, ce qui ramène le taux d'inflation à 8,1 % sur l'année début septembre, contre 9,2 % en juin. De même, le prix de l'essence est redescendu en dessous du seuil psychologique de 4 dollars le gallon. Ces indicateurs contribuent à l'amélioration des perspectives électorales pour les démocrates.

## Quelles nouvelles de Donald Trump ?

Alors que les démocrates bénéficient d'une bonne dynamique, le camp républicain risque d'être impacté par plusieurs facteurs. Le premier est lié à la radicalité des décisions récentes de la Cour suprême, qui vont pour certaines contre l'opinion d'une majorité d'Américains (voir *supra*). Un autre est la persistance de l'emprise de l'ancien président Donald Trump sur le Parti républicain, alors même que ses difficultés judiciaires sont toujours bien présentes.

### ***De nombreuses affaires judiciaires***

L'ex-président est impliqué dans plusieurs affaires d'ordre politique, mais aussi dans des procès liés à la Trump Organization ou à sa vie privée<sup>4</sup>. Voici les principales :

- ▀ L'affaire qui a fait le plus de bruit récemment remonte au 8 août dernier, lorsque le FBI a perquisitionné Mar-a-Lago, la propriété de Trump en Floride. Mandatée par le Département de la justice, l'agence fédérale cherchait à récupérer des documents officiels, classés secret-défense pour certains d'entre eux, qui n'avaient pas été restitués par Trump après son départ de la Maison-Blanche, malgré de nombreuses réclamations.

Dans les jours qui ont suivi, la perquisition a semblé galvaniser les républicains en soutien à leur ex-président. Mais depuis, les informations selon lesquelles des documents portant sur les forces nucléaires américaines auraient été découverts dans les 11 boîtes récupérées le 8 août, ce qui pourrait amener Trump à être condamné au titre de l'*Espionage Act* de 1917, ont tempéré ce soutien. Pris entre la nécessité de se montrer loyal à Donald Trump et celle de respecter le droit du pays, le gouverneur de Floride Ron De Santis, possible candidat trumpiste pour les présidentielles de 2024, se montre désormais plus évasif sur ce sujet.

- ▀ L'autre grande affaire politique est liée à l'insurrection du 6 janvier 2021. La Commission d'enquête de la Chambre des représentants, dont les auditions ont été très suivies par l'opinion aux mois de juin et juillet dernier et vont reprendre en septembre, devrait conclure ses travaux à la fin de l'année au plus tard. Elle pourrait alors transmettre un dossier d'accusation au Département de la justice. Le Secrétaire à la justice Merrick Garland aurait alors la responsabilité de décider s'il engage ou non des poursuites judiciaires contre Donald Trump.

---

4. Pour une liste exhaustive des problèmes judiciaires de D. Trump, voir B. Levin, « The Complete Guide to All the Ways Donald Trump is Legally Screwed », Vanity Fair, 17 août 2022, disponible sur : [www.vanityfair.com](http://www.vanityfair.com).

- Le comté de Fulton en Géorgie (où se trouve Atlanta, capitale de l'état) a également intenté un procès à l'ex-président pour ses ingérences au lendemain de l'élection de novembre 2020. Le 2 janvier 2021, Donald Trump avait en effet appelé le Secrétaire d'état de Géorgie Brad Raffensperger, responsable du processus électoral, exigeant de ce dernier qu'il lui trouve 11 780 voix supplémentaires pour remporter la Géorgie. Le refus de Raffensperger avait été suivi de menaces. Plusieurs conseillers de Trump sont également visés dans ce litige.
- À ces affaires politiques s'ajoutent des poursuites anciennes pour des faits de fraude fiscale, estimations incorrectes de biens immobiliers et autre corruption, en lien avec les activités de la Trump Organization. Elles sont intentées principalement par l'état de New York (au civil) et le district de Manhattan (au pénal).

Ces nombreuses affaires ne viennent pas nécessairement amoindrir le soutien de la base trumpiste envers son champion. Cette dernière y voit au contraire la persistance d'un harcèlement injuste organisé par l'État profond, une chasse aux sorcières dirigée contre son leader anti-élite allié du peuple. La question pour le camp démocrate, dont le Secrétaire à la justice, est de décider s'il faut continuer les poursuites au nom de la justice ou les interrompre pour des raisons de tactique politique.

### ***L'emprise de Trump – et de ses thèses – sur le Parti républicain***

En parallèle de ce feuilleton judiciaire, les primaires républicaines pour les élections de novembre, qui s'achèvent le 13 septembre avec le Delaware, le New Hampshire et Rhode Island, ont montré l'étendue du contrôle de Donald Trump sur le Parti. L'ex-président a officiellement soutenu environ 200 candidats dans ces primaires et – même si les trois quarts d'entre eux étaient candidats sortants et/ou sans adversaire lors du scrutin – une très vaste majorité d'entre eux l'a emporté<sup>5</sup>. Parmi eux, le romancier J. D. Vance, auteur de *Hillbilly Elegy* (2016), a gagné le 3 mai la primaire républicaine pour le siège de sénateur de l'Ohio.

Donald Trump a surtout réussi à faire battre la représentante du Wyoming Liz Cheney par une candidate dévouée à sa cause. Conservatrice anti-Trump, figure du Parti et seule membre républicaine avec Adam Kinzinger (Illinois) de la Commission d'enquête sur les événements du 6 janvier, Cheney pourrait désormais tenter de rallier les républicains « raisonnables » pour défier l'ex-président dans des primaires pour les présidentielles de 2024.

---

5. E. Moore et H. Chu, « Tracking Trump's Endorsements: Here's How His Picks Have Fared in Primaries », NPR, mis à jour le 8 septembre 2022.

En revanche, Trump a rencontré une opposition solide en Géorgie. Face à des candidats pro-Trump, la plupart des responsables républicains déjà en poste l'ont emporté, dont le gouverneur Brian Kemp, le procureur général Chris Carr et le Secrétaire d'état Brad Raffensperger. Il faut sans doute y voir l'effet des pressions que l'ex-président avait exercé sur l'état au lendemain des élections de 2020. L'inverse s'est produit en Arizona, où la plupart des candidats trumpistes ont gagné, mettant aux commandes, s'ils remportent l'élection générale de novembre contre les démocrates, des responsables qui croient à la thèse de l'élection volée en 2020.

Les candidats soutenus par Trump reprennent en effet à leur compte son « grand mensonge » à propos des élections de 2020. Dans des circonscriptions peu marquées politiquement, un tel extrémisme pourrait décider de leur échec face à un adversaire démocrate en novembre prochain.

Conséquence de cette séquence estivale très intense, les perspectives du camp démocrate s'améliorent par rapport à celles des républicains. Le site d'agrégateur de sondage RealClearPolitics annonce mi-septembre que le taux d'approbation de l'action du président Biden est proche de 43 %. C'est une nette amélioration par rapport au mois de juillet où il était de 36 %, un taux encore pire que celui de Donald Trump à la même époque de son mandat. Les analystes expliquent à l'heure actuelle que les démocrates pourraient conserver le Sénat, et perdre la Chambre de très peu.

Mais ces évolutions sont fragiles. Beaucoup d'événements peuvent encore se produire d'ici au 8 novembre, dans un scrutin qui est à la fois un référendum sur l'action du président et la somme de nombreuses élections locales aux enjeux très différents.

---

Les candidats soutenus par Trump reprennent à leur compte son « grand mensonge »

---

---

**Laurence Nardon** est responsable du programme Amérique du Nord de l'Ifri.

#### Comment citer cette publication :

Laurence Nardon, « Le paysage politique américain à deux mois des élections de mi-mandat. Les démocrates éviteront-ils la défaite ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 12 septembre 2022.

ISBN : 979-10-373-0589-3

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : © f11 photo/Shutterstock.com



27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)

